

législative visant à suspendre la constitution de 1961 et à désigner un gouvernement intérimaire, qui abrogerait les lois tyranniques et injustes et préparerait la voie à des élections libres.

Le gouvernement britannique a déclaré qu'il était en pourparlers avec le gouvernement de la Rhodésie; il s'est engagé à tenir compte, à l'égard de ces discussions, de toutes les opinions exprimées durant la réunion. Une conférence constitutionnelle, au moment opportun, serait une mesure naturelle à prendre dans cette voie vers un accord sur l'évolution de la Rhodésie. Si les entretiens semblaient ne pas mener à cet objectif d'une façon satisfaisante et dans un délai raisonnable, le gouvernement britannique, eu égard au principe énoncé par le secrétaire du Commonwealth concernant le progrès sans entrave vers le gouvernement par la majorité, serait prêt à envisager la convocation d'une telle conférence pour assurer le cheminement de la Rhodésie vers l'indépendance sur une base acceptable à l'ensemble de la population de ce pays.

Les premiers ministres ont renouvelé leur appel à tous les dirigeants de la Rhodésie et à leurs partisans pour qu'ils s'abstiennent de toute violence et unissent leurs efforts pour encourager la tolérance et la justice, comme principe d'une société où tous les membres seraient assurés de la sauvegarde de leurs intérêts.

L'économie

Les premiers ministres ont abordé ensuite les problèmes que posent l'aide et l'expansion économiques. Ils ont reconnu que l'expansion économique et sociale tient à la collaboration à longue échéance de tous les pays intéressés. Comme il importe de programmer l'économie en fonction de l'expansion, il faudrait qu'on affecte un plus grand nombre de spécialistes à cette tâche et, en conséquence, il y aurait lieu d'adopter des mesures concertées afin d'accroître et de mettre en valeur les ressources de ce genre, au moyen d'institutions d'enseignement et de formation convenables.

Les premiers ministres ont reconnu l'importance des programmes d'aide économique intéressant les pays du Commonwealth en voie de développement. Ils ont pris acte de l'apport fourni par les pays du Commonwealth, collectivement et individuellement, par l'intermédiaire de tels programmes; ils sont convenus que ces programmes doivent être maintenus et élargis autant que possible. Ils ont appuyé le principe de la franche collaboration en vue de la programmation de l'aide au développement, cette aide ne devant pas uniquement correspondre aux besoins des

pays en voie de développement, mais comporter également l'affectation de personnel qui s'occuperait de programmes d'assistance technique auxquels il faudrait accorder, s'ils conviennent, priorité. Ils ont accueilli favorablement la création du ministère britannique du Développement outre-mer ainsi que la décision du gouvernement britannique de consentir des prêts sans intérêt dans certains cas; ils ont été bien aise de constater également que le gouvernement du Canada consentait déjà de tels prêts et que toute l'aide du gouvernement de l'Australie est consentie au moyen de subventions. On a exprimé l'avis que, dans les cas où l'aide financière resterait inutilisée ou créerait de graves problèmes internes parce que certains pays bénéficiaires ne seraient pas en mesure de financer l'entreprise sur le plan local, les pays donateurs devraient songer à consentir un apport financier qui couvrirait une partie de ces dépenses. Les premiers ministres ont reconnu l'importance d'effectuer des placements directs dans les pays en voie de développement et ont exprimé l'espoir que, compte tenu de leur situation économique, on entraverait le moins possible ce genre de placements.

Les premiers ministres ont exprimé leur satisfaction au sujet de la réussite de la troisième Conférence du Commonwealth sur l'Enseignement tenue à Ottawa en août dernier; ils espèrent que la Conférence médicale du Commonwealth qui se tiendra à Edimbourg en octobre 1965 sera aussi fructueuse.

Les premiers ministres sont convenus que ce n'était pas seulement l'aide mais surtout le commerce qui favorise efficacement le développement. De plus, ils ont affirmé que l'échange de denrées et de services sur une plus grande échelle, soulignant l'interdépendance des pays du monde entier, était la meilleure façon de favoriser l'entente sur le plan international et de supprimer les causes de friction.

En étudiant plus à fond l'expansion économique du Commonwealth, ils ont souligné l'importance pour l'économie de l'Angleterre et des autres pays du Commonwealth de favoriser l'émigration de ces pays vers l'Angleterre. Les premiers ministres ont reconnu qu'il appartenait entièrement au gouvernement britannique de décider de l'ampleur de l'immigration en Angleterre. Ils ont exprimé l'espoir que tout en exerçant sur l'immigration le contrôle jugé nécessaire, le gouvernement britannique continuerait à accorder un traitement de préférence aux citoyens du Commonwealth; et ils ont accueilli favorablement l'assurance fournie par le premier ministre britannique qu'aucune restriction ne serait imposée à cause de la couleur ou de la croyance religieuse des immigrants.